



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 12 février 2014 — N° 106

Neuf heures quarante-cinq

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Laval-des-Rapides sur le sujet suivant : *Féliciter trois étudiants du Collège Montmorency qui ont réanimé un professeur victime d'une crise cardiaque.*
- La députée de Soulanges sur le sujet suivant : *Hommage à M. Gilles Farand, maire de Saint-Clet.*
- Le député de Dubuc sur le sujet suivant : *Cécile Pellerin, une Laterroise, Personnalité de l'année.*
- La députée de Hull sur le sujet suivant : *M. Gérard Vaillant, un dévoué bénévole.*
- La députée de Montmorency sur le sujet suivant : *30^e anniversaire de Fruits et Légumes Beauport.*
- Le député de Rosemont sur le sujet suivant : *Deux Québécois dans une production de l'Opéra de Paris.*
- Le député de Côte-du-Sud sur le sujet suivant : *Féliciter M. Raynald Ouellet pour le prix Opus du directeur artistique de l'année.*
- Le député de Granby sur le sujet suivant : *Le suicide n'est pas une option.*
- Le député de Jacques-Cartier sur le sujet suivant : *Hommage à M. Christian Croft, technicien de son à l'Assemblée nationale, à l'occasion de son départ à la retraite.*
- La députée d'Hochelaga-Maisonneuve sur le sujet suivant : *Les habitations Hochelaga fêtent leurs 40 ans.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
b) rapports de commissions
c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

- 1) Rapport de la Commission des institutions qui, les 17 avril, 19 et 24 septembre 2013, a procédé à l'étude du rapport *Propositions de modifications à la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, à l'étude des rapports d'activités 2007-2008 à 2011-2012 et à l'examen des orientations, des activités et de la gestion administrative du Commissaire au lobbyisme du Québec. Le rapport contient deux recommandations.
Rapport déposé le **3 décembre 2013**
Sont écoulés les 15 jours impartis, en vertu de l'article 94 (R.A.N.), pour la prise en considération de ce rapport.
- 2) Rapport de la Commission des institutions qui, le 28 novembre 2013, a procédé à l'audition du ministre de la Justice concernant les commentaires de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse rendus publics le 17 octobre 2013 sur les orientations gouvernementales au sujet du projet de charte des valeurs québécoises ainsi que sur le caractère inconstitutionnel du projet gouvernemental. Le rapport contient deux recommandations.
Rapport déposé le **4 décembre 2013**
Sont écoulés les 15 jours impartis, en vertu de l'article 94 (R.A.N.), pour la prise en considération de ce rapport
Reprise du débat ajourné le **11 février 2014**
- 3) Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation qui, le 24 octobre 2013, a procédé à l'étude du plan stratégique 2012-2016 et à l'examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Société de télédiffusion du Québec (Télé-Québec). Le rapport contient trois recommandations.
Rapport déposé le **5 décembre 2013**
Sont écoulés les 15 jours impartis, en vertu de l'article 94 (R.A.N.), pour la prise en considération de ce rapport.

- 4) Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles qui, les 26, 27, 29 novembre et les 2, 3 et 4 décembre 2013, a procédé à des auditions publiques dans le cadre de consultations particulières en vue d'étudier l'acceptabilité pour le Québec du projet proposé par Enbridge Pipelines inc. sur le renversement vers l'est du flux de l'oléoduc 9B situé entre North Westover et Montréal décrit notamment dans le document intitulé *Inversion du flux de l'oléoduc 9B d'Enbridge*. Le rapport contient 18 recommandations.
Rapport déposé le **6 décembre 2013**
Sont écoulés les 15 jours impartis, en vertu de l'article 94 (R.A.N.), pour la prise en considération de ce rapport.
- 5) Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux qui, les 20 et 21 août 2013, a procédé à des auditions publiques dans le cadre de consultations particulières sur le mandat conféré par l'article 77 de la Loi sur le tabac concernant l'examen du rapport sur la mise en œuvre de la Loi sur le tabac 2005-2010. Le rapport contient 3 recommandations.
Rapport déposé le **6 décembre 2013**
Sont écoulés les 15 jours impartis, en vertu de l'article 94 (R.A.N.), pour la prise en considération de ce rapport.

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 6) Projet de loi n° 20
Loi sur l'enregistrement des armes à feu
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **19 février 2013**
- 7) Projet de loi n° 33
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Participation citoyenne le 20 mars 2013
Reprise du débat ajourné le **25 septembre 2013**
- 8) Projet de loi n° 34
Loi donnant suite au discours sur le budget du 20 novembre 2012 et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre des Finances et de l'Économie le **15 mai 2013**

- 9) Projet de loi n° 36 *
Loi sur la Banque de développement économique du Québec
Présenté par la ministre déléguée à la Politique industrielle et à la Banque de développement économique du Québec le 24 avril 2013
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le **28 mai 2013**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 10) Projet de loi n° 44
Loi proclamant le Mois de l'histoire des Autochtones
Présenté par la ministre déléguée aux Affaires autochtones le **4 juin 2013**
- 11) Projet de loi n° 47
Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives en matière d'adoption, d'autorité parentale et de divulgation de renseignements
Présenté par le ministre de la Justice le **14 juin 2013**
- 12) Projet de loi n° 49
Loi modifiant diverses lois professionnelles et d'autres dispositions législatives dans le domaine des sciences appliquées
Présenté par le ministre responsable de l'application des lois professionnelles le 12 juin 2013
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le **13 novembre 2013**
- 13) Projet de loi n° 53
Loi modifiant de nouveau la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités en matière de financement et modifiant d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le **7 novembre 2013**
- 14) Projet de loi n° 55
Loi modifiant la Loi sur l'impôt minier
Présenté par le ministre des Finances et de l'Économie le **12 novembre 2013**
- 15) Projet de loi n° 56
Loi modifiant la Loi sur les produits alimentaires
Présenté par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation le **19 septembre 2013**

- 16)** Projet de loi n° 58
Loi modifiant de nouveau diverses dispositions législatives concernant principalement le secteur financier
Présenté par le ministre des Finances et de l'Économie le **14 novembre 2013**
- 17)** Projet de loi n° 59
Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre des Finances et de l'Économie le **14 novembre 2013**
- 18)** Projet de loi n° 60
Charte affirmant les valeurs de laïcité et de neutralité religieuse de l'État ainsi que d'égalité entre les femmes et les hommes et encadrant les demandes d'accommodement
Présenté par le ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Participation citoyenne le **7 novembre 2013**
- 19)** Projet de loi n° 61
Loi visant principalement le recouvrement de sommes payées injustement par des organismes publics relativement à certains contrats dans l'industrie de la construction
Présenté par le ministre de la Justice le 13 novembre 2013
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 3 décembre 2013
Reprise du débat ajourné le **4 décembre 2013**
- 20)** Projet de loi n° 62
Loi modifiant le Code des professions pour permettre une suspension ou une limitation provisoire immédiate des activités d'un professionnel
Présenté par le ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles le **14 novembre 2013**
- 21)** Projet de loi n° 63
Loi sur le financement de certaines commissions scolaires pour les exercices financiers 2014-2015 et 2015-2016
Présenté par la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport le **14 novembre 2013**
- 22)** Projet de loi n° 66
Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel
Présenté par le ministre de la Culture et des Communications le **4 décembre 2013**

23) Projet de loi n° 67
Loi sur l'assurance autonomie
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux et ministre responsable des Aînés le **6 décembre 2013**

24) Projet de loi n° 68 *
Loi sur l'Agence des infrastructures de transport du Québec
Présenté par le ministre des Transports le **4 décembre 2013**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

25) Projet de loi n° 69
Loi modifiant la Loi autorisant la conclusion de conventions collectives d'une durée supérieure à trois ans dans les secteurs public et parapublic
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le **6 décembre 2013**

Étude détaillée en commission

26) Projet de loi n° 14
Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives
Présenté par la ministre responsable de la Charte de la langue française le 5 décembre 2012
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 23 avril 2013
Principe adopté le **30 mai 2013**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

27) Projet de loi n° 28
Loi instituant le nouveau Code de procédure civile
Présenté par le ministre de la Justice le 30 avril 2013
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 17 septembre 2013
Principe adopté le **24 septembre 2013**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

- 28) Projet de loi n° 37
Loi interdisant certaines activités destinées à rechercher ou à exploiter du gaz naturel dans le schiste
Présenté par le ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs le 15 mai 2013
Principe adopté le 26 novembre 2013
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement le **3 décembre 2013**

Prise en considération de rapports de commissions

- 29) Projet de loi n° 52
Loi concernant les soins de fin de vie
Présenté par la ministre déléguée aux Services sociaux et à la Protection de la jeunesse le 12 juin 2013
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 22 octobre 2013
Principe adopté le 29 octobre 2013
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux déposé le **11 février 2014**

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 30) Projet de loi n° 190
Loi modifiant la Loi électorale afin de réduire les dépenses des partis politiques et la contribution maximale d'un électeur
Présenté par le député de Chauveau le **1^{er} novembre 2012**
- 31) Projet de loi n° 191
Loi instituant Pharma-Québec
Présenté par le député de Mercier le **14 novembre 2012**
- 32) Projet de loi n° 192
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Lévis le **15 novembre 2012**

- 33)** Projet de loi n° 193
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général
Présenté par le député de Granby le **13 février 2013**
- 34)** Projet de loi n° 194
Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool et d'autres dispositions législatives
Présenté par le député de Marguerite-Bourgeoys le **15 novembre 2012**
- 35)** Projet de loi n° 195
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Gouin le **28 novembre 2012**
- 36)** Projet de loi n° 197
Loi sur la création d'emploi et de richesse par le développement durable de l'activité minière
Présenté par le député de Rivière-du-Loup–Témiscouata le **27 novembre 2012**
- 37)** Projet de loi n° 198
Loi mettant fin à la préséance des droits miniers sur les autres usages du territoire et modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme
Présenté par le député de Mercier le **20 mars 2013**
- 38)** Projet de loi n° 199
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs
Présenté par le député de Saint-Jérôme le **21 février 2013**
- 39)** Projet de loi n° 390
Loi sur la révision des avantages financiers octroyés aux membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Chauveau le **12 mars 2013**
- 40)** Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Granby le **8 mai 2013**
- 41)** Projet de loi n° 392
Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'emplois supérieurs
Présenté par le député de Lévis le **30 avril 2013**

- 42) Projet de loi n° 393
Loi modifiant la Loi électorale afin de prolonger le délai pour récupérer une contribution contrevenant à cette loi
Présenté par le député de Mercier le **2 mai 2013**
- 43) Projet de loi n° 394
Loi modifiant la Loi sur l'immigration au Québec et d'autres dispositions législatives afin de faciliter l'intégration des immigrants au marché du travail
Présenté par la députée de Jeanne-Mance-Viger le **21 mai 2013**
- 44) Projet de loi n° 395
Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et la Loi sur les permis d'alcool
Présenté par le député de Huntingdon le **7 juin 2013**
- 45) Projet de loi n° 397
Charte des municipalités
Présenté par le député de Beauce-Nord le **24 octobre 2013**
- 46) Projet de loi n° 398
Charte de la laïcité de l'État québécois
Présenté par la députée de Gouin le **9 octobre 2013**
- 47) Projet de loi n° 399
Loi visant à enrayer la maltraitance des personnes vulnérables hébergées dans le réseau de la santé et des services sociaux
Présenté par la députée de Saint-Henri-Sainte-Anne le **10 octobre 2013**
- 48) Projet de loi n° 490
Loi modifiant le Code de procédure pénale afin de normaliser pour les mineurs les amendes imposées en vertu du Code de la sécurité routière
Présenté par le député de Marguerite-Bourgeoys le **22 octobre 2013**
- 49) Projet de loi n° 492
Charte de la laïcité
Présenté par la députée de Montarville le **23 octobre 2013**
- 50) Projet de loi n° 493
Loi proclamant le Mois du nanisme
Présenté par la députée de Gouin le **24 octobre 2013**

- 51)** Projet de loi n° 494
Loi proclamant la Journée nationale de sensibilisation à l'hépatite C
Présenté par le député de Mercier le **29 octobre 2013**
- 52)** Projet de loi n° 495
Loi fixant les conditions pour dissoudre l'Assemblée nationale avant l'expiration d'une législature
Présenté par le député de Mercier le **30 octobre 2013**
- 53)** Projet de loi n° 496
Loi visant à prévenir et à réduire les conséquences liées à un traumatisme crânien ou à une commotion cérébrale chez un élève pratiquant une activité sportive scolaire
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **30 octobre 2013**
- 54)** Projet de loi n° 497
Loi concernant la mise en œuvre dans le domaine municipal de certaines recommandations du rapport *Innover pour pérenniser le système de retraite*
Présenté par le député de Lévis le **31 octobre 2013**
- 55)** Projet de loi n° 498
Loi modernisant les dispositions relatives aux briseurs de grève et modifiant le Code du travail
Présenté par la députée de Gouin le **4 décembre 2013**
- 56)** Projet de loi n° 499
Loi modifiant la Loi sur les normes du travail afin d'interdire les clauses de disparité de traitement en fonction de la date d'embauche relatives aux régimes complémentaires de retraite et aux régimes d'assurance collective
Présenté par le député de Mercier le **4 décembre 2013**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

57) Projet de loi n° 210

Loi modifiant la Loi fusionnant Centre de réadaptation Mackay et L'Association montréalaise pour les aveugles sous le nom de Centre de réadaptation MAB-Mackay / MAB-Mackay Rehabilitation Centre
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **13 novembre 2013**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

58) 11 février 2014

Motion du député de Brome-Missisquoi :

QUE l'Assemblée nationale exige du gouvernement péquiste la présentation en bonne et due forme du discours sur le budget 2014-2015 ainsi que le dépôt du budget des dépenses 2014-2015 avant que la première ministre ne déclenche des élections générales.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat conféré par une loi

- Audition portant sur le rapport annuel de gestion 2012-2013 et les engagements financiers du Vérificateur général.
- Audition portant sur la gestion administrative et la gouvernance du Centre hospitalier de l'Université de Montréal.
- Audition portant sur la gouvernance et la gestion des grands projets d'infrastructure de l'Agence métropolitaine de transport.
- Audition portant sur les mesures d'évaluation de l'efficacité et de la performance de la Société immobilière du Québec.
- Audition portant sur le rapport 2011-2012 du président du Conseil du trésor et ministre responsable de l'Administration gouvernementale sur l'application de la Loi sur l'administration publique et sur le rapport annuel de gestion 2012-2013 du Secrétariat du Conseil du trésor.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandat d'initiative

- Audition du Forestier en chef relativement à l'application du nouveau régime forestier.
- Production d'un rapport relativement au mandat de surveillance entrepris lors de la 39^e législature à l'égard de La Financière agricole du Québec.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Société d'habitation du Québec.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 14**, Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives (mandat confié le 30 mai 2013).

Mandat conféré par une loi

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Musée national des beaux-arts du Québec.
- Musée de la civilisation.
- Musée d'art contemporain de Montréal.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- Utilisation inappropriée de fonds publics par Tourisme Montréal (mandat confié le 28 novembre 2013).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Consultation générale :

- **Projet de loi n° 60**, Charte affirmant les valeurs de laïcité et de neutralité religieuse de l'État ainsi que d'égalité entre les femmes et les hommes et encadrant les demandes d'accommodement (mandat confié le 12 novembre 2013).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 28**, Loi instituant le nouveau Code de procédure civile (mandat confié le 24 septembre 2013).
- **Projet de loi n° 210**, Loi modifiant la Loi fusionnant Centre de réadaptation Mackay et L'Association montréalaise pour les aveugles sous le nom de Centre de réadaptation MAB-Mackay / MAB-Mackay Rehabilitation Centre (mandat confié le 13 novembre 2013).

Mandat réglementaire

- Audition du Protecteur du citoyen.
- Audition du Directeur général des élections.

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Commissaire à l'éthique et à la déontologie.
- Commissaire à la lutte contre la corruption.
- Tribunal administratif du Québec.
- Office des professions du Québec.

Mandat d'initiative

- Audition de M. Pierre Marc Johnson, négociateur en chef pour le Québec, du ministre des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur et du ministre des Finances et de l'Économie dans le cadre des négociations concernant l'entente de principe survenue le 18 octobre 2013 relativement à l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne, et des suites à y donner.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat conféré par une loi

- Examen des rapports sur les activités du Fonds de soutien aux proches aidants et sur celles de la Société de gestion L'Appui pour les exercices financiers terminés les 31 mars 2011 et 2012.
- Examen des rapports sur les activités du Fonds pour le développement des jeunes enfants et sur celles de la Société de gestion Avenir d'enfants pour les exercices financiers terminés les 31 mars 2011 et 2012.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2011-2012 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Côte-Nord, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Montérégie, Laval, Montréal, Laurentides, Saguenay–Lac-Saint-Jean et Abitibi-Témiscamingue (déféré le 15 novembre 2012).
- Étude du rapport annuel 2011-2012 de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 14 février 2013).
- Étude des rapports annuels 2012-2013 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Capitale-Nationale, Montérégie, Laval, Outaouais, Laurentides, Saguenay–Lac-Saint-Jean et Montréal (déféré le 2 octobre 2013); Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (déféré le 10 octobre 2013); Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Lanaudière, Mauricie et Centre-du-Québec (déféré le 7 novembre 2013).
- Étude du rapport annuel 2012-2013 de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 12 novembre 2013).

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des adultes hébergés en centre d'hébergement et de soins de longue durée.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

- Faire la lumière sur les événements survenus le 24 octobre dernier concernant les interventions du ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs auprès de l'organisme public et indépendant qu'est le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) (mandat confié le 22 novembre 2012).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 37**, Loi interdisant certaines activités destinées à rechercher ou à exploiter du gaz naturel dans le schiste (mandat confié le 3 décembre 2013).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 37**, Loi interdisant certaines activités destinées à rechercher ou à exploiter du gaz naturel dans le schiste (mandat confié le 3 décembre 2013).

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 22) M. Sklavounos (Laurier-Dorion) – **6 novembre 2013**
À la ministre des Ressources naturelles :

Le 22 novembre 2012, la première ministre a annoncé, en marge du Conseil de la fédération, la création d'un comité mixte Québec-Alberta sur le pétrole et son acheminement vers le Québec.

Le 29 mai 2013, l'Assemblée nationale a adopté la motion suivante :

« Concernant le projet d'Enbridge d'inverser le pipeline numéro 9, que l'Assemblée nationale exige du gouvernement péquiste qu'il prenne les mesures nécessaires afin que les analyses économiques, environnementales et sociales, ainsi que les consultations, soient complétées avant le 1^{er} décembre 2013;

« Que dans l'intervalle, toutes les études et tous les rapports produits, découlant du comité conjoint ou à l'initiative du gouvernement du Québec, soient rendus publics dans les quinze jours suivant leur réception, y compris le rapport économique que possède depuis plus d'un mois le ministre des Finances. »

Le gouvernement n'a pas donné suite à cette motion. Nous demandons donc au gouvernement :

- Est-ce qu'un ou des rapports ou autres documents ont été produits par le Comité mixte Québec-Alberta sur le pétrole ? Le cas échéant, à quelle date ?
- Est-ce que le ministre ou un membre de son cabinet ont reçu copie de ces rapports ou autres documents ? Le cas échéant, à quelle date ?
- Est-ce que le gouvernement de l'Alberta a reçu les rapports ou autres documents du Comité ? Le cas échéant, à quelle date ?

25) **M. Bonnardel (Granby) – 19 novembre 2013**

À la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale :

À l'article 20 de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, il est stipulé que l'aide financière accordée à une personne physique, sauf s'il s'agit d'un employeur, est incessible et insaisissable, à l'exception de la portion de l'allocation d'aide à l'emploi qui excède un montant fixé par règlement, laquelle est saisissable pour dette alimentaire jusqu'à concurrence de 50 %.

Présentement, si un jugement est rendu par la Régie du logement contre un locataire qui est bénéficiaire du Programme de solidarité sociale ou du Programme d'aide sociale, le propriétaire dudit logement ne peut faire exécuter cette décision car les prestations sont insaisissables.

Or, cet article de la loi, qui se veut une protection pour les bénéficiaires, leur cause en fait préjudice en les rendant bien souvent indésirables auprès des propriétaires de logements. La ministre estime-t-elle qu'il serait souhaitable de modifier cette loi de façon à ce que, lorsqu'un jugement est rendu contre un tel bénéficiaire, des montants puissent être prélevés sur leur aide financière de dernier recours par Revenu Québec, au même titre que lorsqu'ils ont une dette envers Revenu Québec ?

- 27) M. Bonnardel (Granby) – **11 février 2014**
À la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport :

À l'article 56 de la Loi sur l'instruction publique, il est prévu que « le conseil d'établissement choisit son président parmi les représentants des parents qui ne sont pas membres du personnel de la commission scolaire ».

La ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport peut-elle nous expliquer quels gestes son ministère ou elle-même poseraient dans un cas où tous les parents élus sur le conseil d'établissement seraient également des employés de la commission scolaire ?

La ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport peut-elle nous expliquer quelles sont les obligations du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport lorsqu'une commission scolaire ne fait pas respecter soit la Loi sur l'instruction publique ou le régime pédagogique ?

- 28) M. Bonnardel (Granby) – **11 février 2014**
Au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire :

Granby accuse un déficit majeur en matière de logements sociaux et se situe à la 20^e et dernière position en termes de nombre de logements sociaux par 1 000 habitants, comparativement aux autres villes de taille similaire. Plus de 370 personnes sont présentement sur la liste d'attente de l'Office municipal d'habitation (OMH) de Granby afin d'avoir accès à un logement social. Les organismes membres du Groupe actions logement-habitation (GAL-H) estiment que l'offre de logements sociaux à Granby devrait être au moins doublée (600 unités) afin de répondre à la demande.

Ce déficit de logements sociaux à Granby se traduit par une forte proportion de ménages qui consacrent plus de 30 % de leur revenu à leurs frais de loyer, atteignant même 44 % au centre-ville et 40 % dans le secteur du centre commercial Les Galeries de Granby. Les demandes d'hébergement d'urgence et d'aide alimentaire auprès des organismes granbyens ont connu un bond spectaculaire au cours des dernières années. Notamment, le Partage Notre-Dame a connu une augmentation de dîneurs de 78 % entre 2011 et 2012 et Moisson Granby (SOS dépannage) a noté une augmentation annuelle de 20 % au cours des cinq dernières années.

Qu'est-ce que le ministre prévoit faire en matière de développement de logements sociaux et est-ce qu'il entend répondre de manière prioritaire aux localités comme Granby qui ont proportionnellement moins de logements sociaux ?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

a) 7 juin 2013

Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles et d'autres dispositions législatives – *ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.*

b) 11 février 2014

Loi concernant l'inspecteur général de la Ville de Montréal – *ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.*

Projets de loi publics au nom des députés

c) 27 novembre 2012

Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux afin d'améliorer la gestion des listes d'accès aux services médicaux spécialisés et surspécialisés – *député de Jean-Talon.*

- d) 7 juin 2013
Loi sur le commissaire à l'intégrité politique et administrative – *député de Saint-Jérôme*.
- e) 11 février 2014
Loi sur la neutralité religieuse de l'État et la lutte contre l'intégrisme religieux et modifiant la Charte des droits et libertés de la personne et la Loi sur le ministère du Conseil exécutif – *députée de La Pinière*.
- f) 11 février 2014
Loi modifiant la Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) afin d'assurer l'indépendance de sa gouvernance – *député de Lévis*.

Projets de loi d'intérêt privé

- g) 12 novembre 2013
Loi concernant Tricentris, centre de tri – *député d'Argenteuil*.

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

aa) Motion du ministre de la Justice :

QUE l'Assemblée nationale :

- I** Fasse siennes la position et les justifications du gouvernement exposées dans sa réponse, déposée devant l'Assemblée nationale le 11 février 2014, au rapport du comité de la rémunération des juges pour la période 2013-2016, déposé devant l'Assemblée nationale le 8 octobre 2013, tel que modifié par un *addendum* également déposé devant l'Assemblée nationale le 12 novembre 2013;
- II** En ce qui concerne les juges de la Cour du Québec :
 - Approuve les recommandations ii, vi et vii en précisant à l'égard de la recommandation vii que le remboursement partiel des frais de représentation et d'expertise encourus par la Conférence des juges du Québec est consenti sans admissions quant au pouvoir du comité de formuler une telle recommandation et quant à l'évaluation du montant établi par le comité aux fins du remboursement;

- Modifie la recommandation i relative au traitement des juges de la Cour du Québec, de telle sorte que le traitement de ces juges soit établi comme suit :
 - au 1^{er} juillet 2013 : augmentation de 2,6 %, à savoir 1,0 % pour compenser en partie l'écart entre l'inflation et les augmentations de traitement au cours de la période précédente plus 1,6 % pour l'indice du coût de la vie de 2012 à 2013, pour un traitement annuel de 236 722 \$;
 - au 1^{er} juillet 2014 : augmentation selon l'indice du coût de la vie;
 - au 1^{er} juillet 2015 : augmentation selon l'indice du coût de la vie;
- Modifie la recommandation iii en prévoyant que les modifications entreront en vigueur dans les meilleurs délais après l'adoption de la résolution par l'Assemblée nationale;
- Rejette les recommandations iv et v;

III En ce qui concerne les juges des cours municipales de Montréal, de Québec et de Laval :

- Approuve les recommandations ii et v en précisant à l'égard de la recommandation v que le remboursement partiel des frais de représentation et d'expertise encourus par la Conférence des juges du Québec est consenti sans admissions quant au pouvoir du comité de formuler une telle recommandation et quant à l'évaluation du montant établi par le comité aux fins du remboursement;
- Modifie la recommandation i relative au traitement des juges des cours municipales de Montréal, de Québec et de Laval, de telle sorte que le traitement de ces juges soit établi comme suit :
 - au 1^{er} juillet 2013 : augmentation de 2,6 %, à savoir 1,0 % pour compenser en partie l'écart entre l'inflation et les augmentations de traitement au cours de la période précédente plus 1,6 % pour l'indice du coût de la vie de 2012 à 2013, pour un traitement annuel de 201 532 \$;
 - au 1^{er} juillet 2014 : augmentation selon l'indice du coût de la vie;
 - au 1^{er} juillet 2015 : augmentation selon l'indice du coût de la vie;

- Modifie la recommandation iii en prévoyant que les modifications entreront en vigueur dans les meilleurs délais après l'adoption de la résolution par l'Assemblée nationale et en précisant que la Loi sur les cours municipales ne prévoit pas le retour au travail de ces juges retraités;
- Rejette la recommandation iv;

IV En ce qui concerne les juges municipaux rémunérés à la séance :

- Approuve la recommandation iv en précisant que le remboursement partiel des frais de représentation et d'expertise encourus par la Conférence des juges municipaux est consenti sans admissions quant au pouvoir du comité de formuler une telle recommandation et quant à l'évaluation du montant établi par le comité aux fins du remboursement;
- Modifie la partie de la recommandation i relative au traitement maximal de telle sorte que le traitement maximal annuel de ces juges soit établi comme suit :
 - au 1^{er} juillet 2013 : augmentation de 2,6 %, à savoir 1,0 % pour compenser en partie l'écart entre l'inflation et les augmentations du traitement maximal annuel au cours de la période précédente plus 1,6 % pour l'indice du coût de la vie de 2012 à 2013, pour un traitement maximal annuel de 201 532 \$;
 - au 1^{er} juillet 2014 : augmentation selon l'indice du coût de la vie;
 - au 1^{er} juillet 2015 : augmentation selon l'indice du coût de la vie;
- Modifie la partie de la recommandation i portant sur la grille de rémunération et la recommandation ii portant sur la compensation pour l'absence de régimes de retraite et d'assurance, en reportant leur entrée en vigueur au 1^{er} juillet 2014, mais en octroyant, au 1^{er} juillet 2013, 1,6 % d'augmentation au tarif actuel des séances, de telle sorte que la grille de rémunération à la séance de ces juges soit établie comme suit :

2013-2014

Séance	Tarif actuel	Augmentation	Tarif recommandé	Compensation
Moins de 2 heures	641 \$	+ 1,6 %	651 \$	+ 13 %
2 à 5 heures	855 \$	+ 1,6 %	869 \$	+ 13 %
Plus de 5 heures	1 710 \$	+ 1,6 %	1 737 \$	+ 13 %

2014-2015

Séance	Nouveau tarif	Augmentation	Compensation
Moins de 2 heures	597 \$	+ IPC	+ 23,2 %
2 heures à moins de 3 heures	711 \$	+ IPC	+ 23,2 %
3 à 5 heures	797 \$	+ IPC	+ 23,2 %
Plus de 5 heures	1 594 \$	+ IPC	+ 23,2 %

2015-2016

Séance	Tarif	Augmentation	Compensation
Moins de 2 heures	597 \$ + IPC	+ IPC	+ 23,2 %
2 heures à moins de 3 heures	711 \$ + IPC	+ IPC	+ 23,2 %
3 à 5 heures	797 \$ + IPC	+ IPC	+ 23,2 %
Plus de 5 heures	1 594 \$ + IPC	+ IPC	+ 23,2 %

- Rejette la recommandation iii;

V En ce qui concerne les juges de paix magistrats :

- Approuve la recommandation ii relative aux régimes de retraite et d'assurance en spécifiant qu'à l'égard du processus obligatoire de consultation recommandé par le comité, cette consultation préalable du comité soit limitée à ce qui suit :
 - Régime de retraite :
 - si les bénéfices sont diminués ou s'il y a un resserrement des règles d'admissibilité au régime;
 - si le partage des coûts est modifié ou si les règles permettant de déterminer le taux de cotisation sont revues et que ces modifications génèrent une augmentation de la contribution des participants;
 - Régimes d'assurance :
 - si le partage des coûts est révisé et que cela augmente la contribution des participants;
 - si des réaménagements dans les régimes d'assurance font diminuer la valeur globale de ces régimes d'assurance;
- Approuve la recommandation iv en précisant que les conditions et modalités de remboursement des frais d'installation, d'utilisation et d'entretien d'un système d'alarme seront établies par le gouvernement;
- Approuve les recommandations v et vi en précisant à l'égard de la recommandation vi que le remboursement partiel des frais de représentation et d'expertise encourus par la Conférence des juges de paix magistrats est consenti sans admissions quant au pouvoir du comité de formuler une telle recommandation et quant à l'évaluation du montant établi par le comité aux fins du remboursement;
- Modifie la recommandation i comme suit :
 - a) Que le traitement des juges de paix magistrats nommés après le 4 mai 2005 soit établi comme suit :
 - au 1^{er} juillet 2013 : augmentation de 13,79 %, soit 12 % de rattrapage plus 1,6 % pour l'indice du coût de la vie de 2012 à 2013, pour un traitement annuel de 137 792 \$;
 - au 1^{er} juillet 2014 : augmentation selon l'indice du coût de la vie;

- au 1^{er} juillet 2015 : augmentation selon l'indice du coût de la vie;
- b) Que le traitement des juges de paix magistrats nommés avant juin 2004 soit établi comme suit :
 - au 1^{er} juillet 2013 : un traitement annuel de 137 792 \$;
 - au 1^{er} juillet 2014 : augmentation selon l'indice du coût de la vie;
 - au 1^{er} juillet 2015 : augmentation selon l'indice du coût de la vie;
- Rejette la recommandation iii.